



Déclaration de Baudouin Prot, Président de la Fédération Bancaire Française

Les banques Françaises ont pris conformément à la demande du Président de la République l'engagement clair et vérifiable de se situer au meilleur niveau mondial de sécurité et d'éthique en matière de rémunération des salariés des banques de financement et d'investissement. Ceci contribuera à faire de Paris une place financière de référence dans l'après crise.

Les solutions sont connues. Ces rémunérations doivent être attribuées de façon différée pour une large part, et ne doivent pas être garanties, afin qu'elles correspondent à des bénéfices effectivement générés par les métiers sur longue période. Des éléments de malus doivent être introduits. Le régulateur et les actionnaires de chaque banque doivent être informés de l'enveloppe, mais aussi de la méthode de calcul de ces rémunérations variables.

La difficulté tient au fait que cet encadrement ne peut être mis en place dans un seul pays.

Pourtant, les banques françaises ont décidé, en accord avec les Pouvoirs Publics, d'appliquer la réglementation la plus rigoureuse et la plus exemplaire à ce jour. Ceci se traduit par un ensemble de mesures efficaces qui seront mises en œuvre sous le contrôle des régulateurs et des actionnaires.

Ce dispositif s'articule autour de trois éléments majeurs :

- Renforcement de la gouvernance
- Renforcement de la transparence
- Mise en place d'un système de bonus-malus

Les banques Françaises sont en mesure de prendre ces engagements parce qu'elles ont bien résisté à la crise et qu'elles ont un modèle de banque de financement et d'investissement véritablement tourné vers l'accompagnement des entreprises et des exportateurs, et plus généralement de l'économie réelle. C'est donc largement vers les banques françaises que se tournent aujourd'hui les grands clients non seulement Français mais internationaux, à la recherche de partenaires bancaires fiables et efficaces. Cette place financière novatrice, responsable et performante constitue un formidable atout pour la France.

Nous allons travailler de manière résolue avec les pouvoirs publics et le régulateur pour que ces engagements soient tenus et pour que cette grande ambition soit réalisée. Il est naturellement indispensable que de telles bonnes pratiques soient appliquées dans tous les pays. C'est la condition pour assurer la pérennité du dispositif exigeant auquel nous nous soumettons aujourd'hui. C'est la condition pour réduire les risques d'une nouvelle crise et de nouveaux excès.

Nous nous tenons prêts à une nouvelle réunion avec les pouvoirs publics après le sommet de Pittsburg pour faire le point sur l'évolution de la situation.

En ce qui concerne le financement de l'économie, je tiens à rappeler que les banques françaises, qui ont bien résisté à la crise, restent très mobilisées pour l'assurer. Les encours de crédit en France ont progressé de 3,5% sur 12 mois malgré une forte dégradation de la conjoncture qui pèse sur la demande. Nous avons confirmé au Président de la République notre engagement pour que les banques soient un moteur de la reprise.